

Le retour de la Russie au Proche et Moyen-Orient : rencontre avec Randa Kassis, actrice majeure de la politique syrienne



Afin de décrypter les derniers événements survenus en Syrie, Alexandre del Valle a rencontré Randa Kassis, la femme politique syrienne impliquée au premier plan dans la transition en Syrie et qui a participé récemment au sommet de Sotchi organisé par la Russie sur la Syrie. Elle publie cette semaine un important livre-témoignage : "Le retour de la Russie en Syrie" (éditions des Syrtes), ouvrage qui fait le point de la situation syrienne et de la région huit ans après le début du Printemps arabe, qui a d'ailleurs vite tourné à "l'hiver islamiste".

Avec Alexandre Del Valle

Afin de décrypter les derniers événements survenus en Syrie, Alexandre del Valle a rencontré Randa Kassis, la femme politique syrienne impliquée au premier plan dans la transition en Syrie et qui a participé récemment au sommet de Sotchi organisé par la Russie sur la Syrie. Elle publie cette semaine un important livre-témoignage : Le retour de la Russie en Syrie (éditions des Syrtes), ouvrage qui fait le point de la situation syrienne et de la région huit ans après le début du Printemps arabe, qui a d'ailleurs vite tourné à "l'hiver islamiste". Mais après les succès militaires foudroyants des djihadistes de Daesh (2014-2015), de nouveaux rapports de force ont été instaurés en Syrie depuis victoire des forces russes, du régime de Damas et de ses alliés irano-chiites face à l'Etat islamique et à d'autres groupes jihadistes. D'après Randa Kassis, cette victoire que le régime de Damas et ses alliés russes et chiites pro-iraniens voudraient consolider en libérant définitivement la Ghouta des rebelles islamistes et des jihadistes, a créé les conditions – selon Kassis, pour enclencher la phase politique du règlement du conflit syrien. Pour l'auteure, cette solution a pris forme notamment dans le cadre du sommet de Sotchi, organisé par la Russie avec ses partenaires turcs et iraniens et qui a consisté à réunir autour d'une table tous les protagonistes du conflit, ce que les Occidentaux n'ont ni voulu ni su faire. Déjà, en 2017, la "plateforme d'Astana" présidée par Randa Kassis, a travaillé à l'élaboration du projet d'une Constitution destinée à organiser les nouveaux rapports de force intercommunautaires et la forme du futur régime sur des bases de garanties mutuelles. Ces initiatives ont été récemment consolidées à Sotchi. Témoignage d'une femme politique hors pair et qui ne pratique pas la manguerie de bois.

Alexandre del Valle : Madame Randa Kassis, vous étiez partie prenante des négociations de Sotchi, organisées par la Russie le mois dernier afin de trouver des pistes pour la transition en Syrie. Dans votre livre, vous annoncez cet événement sur lequel vous fondiez beaucoup d'espoirs. En quoi la Russie est-elle selon vous un acteur incontournable pour toute solution de sortie de crise ?

Randa Kassis : Il est clair pour tout observateur lucide qu'aucune solution politique n'est possible en Syrie sans la Russie, qu'on le veuille ou non, que l'on soit « pro » ou « anti-russe », là n'étant pas d'ailleurs la vraie question. Il s'agit en fait d'un simple constat géopolitique et d'une question de réalisme stratégique. Hélas, alors que cet état de fait est indéniable, étant donnés les rapports de force sur le théâtre d'opération syrien et les dernières évolutions de la guerre, de nombreux pays - notamment occidentaux -

continuent de raisonner en termes de guerre froide et persistent à exclure par principe la Russie et ses propositions, même lorsqu'elles sont constructives et pourraient déboucher sur des pistes de paix et de déconfliction majeures. Partant de cet *a priori* anti-russe, la plupart des médias et politiques Occidentaux nient le fait que Moscou cherche à collaborer avec les institutions internationales (ONU, etc) afin d'atteindre un objectif de transition pacifique et de mettre fin le plus vite possible à ce terrible conflit dont les premières et principales victimes demeurent les civils. J'explique et je déplore dans mes interventions comme dans mon dernier livre que les pays occidentaux sont grandement responsables de la prolongation de la guerre en Syrie, notamment en raison de par leur refus obstiné de refuser de collaborer avec Moscou et leur refus de forger avec la Russie et d'autres grands acteurs régionaux un consensus nécessaire pour toute solution politique.

En quoi la Russie qui soutient le dictateur de Damas aurait-elle plus fait pour faire avancer la paix en Syrie que les Occidentaux ?

On ne rappelle pas assez que la Russie est le seul point d'équilibre dans cette affaire, au niveau local, régional et international. En tant que Syrienne qui tente de trouver une solution de paix sans pencher ni en faveur du régime de Bachar al-Assad ni en faveur des rebelles islamistes, mais qui tente au contraire de réconcilier les Syriens de toutes les tendances, ethnies et confessions, je peux vous assurer que nous avons besoin de la Russie, qui a de nombreux atouts, à la différence de la France, des Européens, des Turcs et d'autres acteurs au passé colonial ou impérialiste : la Russie n'a pas de passé colonial en Syrie, et à la différence des Etats-Unis, qui refusent toute solution qui ne passe pas par une soumission à leurs positions, la Russie tente d'écouter toutes les parties et a une vision très pragmatique, dépassionnée. Je peux vous assurer que le rôle des Etats-Unis et des Occidentaux en général, qui ont pris depuis le début de la crise fait et causes pour les rebelles islamistes et parfois même pour les jihadistes liés à Al-Qaïda, n'a pas du tout favorisé la progression de la paix en Syrie mais a au contraire grandement contribué à prolonger la guerre en Syrie, notamment de par les exigences de conditions préalables irréalistes comme le départ anticipé de Bachar al-Assad et le refus des positions russes au profit des puissances pro-islamistes sunnites radicales comme les Saoudiens ou les Qataris.

Les pays occidentaux suivent obstinément cette ligne irréaliste : les diplomates ne cessant eux-mêmes de compromettre les chances de négociations en ne cessant de témoigner leur hostilité de principe envers la Russie et ses propositions inclusives et pragmatiques incontournables selon moi, puisque la Russie est le seul acteur puissant capable de parler avec tout le monde, tous les bords, des rebelles au régime de Damas en passant par les Kurdes, les Iraniens, le Hezbollah, les Israéliens, les puissances sunnites et les Occidentaux. De ce simple fait, aucune solution n'est aujourd'hui possible sans la Russie, car ce pays, qui opère depuis 2015 un grand retour au Proche et Moyen Orient, comme je l'explique dans mon livre, est la seule puissance capable d'équilibrer les différentes forces locales et régionales. Prenons le cas par exemple de l'hostilité grandissante entre l'Iran et l'Arabie saoudite : seule la Russie aujourd'hui peut dialoguer de façon constructive et équilibrer ces deux grands pôles rivaux de l'islam régional (en pleine « guerre civile religieuse sunnites-chiïtes) et donc peut être un pont. Ainsi, au lieu de voir la Russie comme une force perturbatrice, les Occidentaux devraient comprendre que Moscou pourrait les aider à stabiliser le monde et notamment le Moyen-Orient, la Russie plaidant en faveur d'un monde multipolaire. Mais pour cela, il convient de mettre à jours les logiciels stratégiques occidentaux restés bloqués aux temps de la guerre froide.

Depuis quelques jours, on parle beaucoup de la terrible crise humanitaire de la Ghouta, et la presse occidentale puis les Etats-Unis et l'Union européenne ont clairement insinué que les Russes n'exerçaient pas suffisamment de pressions sur le régime de Damas qui est accusé de massacrer les civils de cette zone avec l'aval de Moscou. Qu'en pensez-vous ?

Rappelons préalablement pour les lecteurs qu'au mercredi dernier, une résolution des Nations Unies a été votée à l'unanimité par le conseil de sécurité de l'ONU, sans veto russe, et qui appelait notamment à un cessez-le-feu dans la Ghouta, zone à l'est de la capitale Damas. Cette résolution a été adoptée au moment où les forces pro-régime progressent vers cet important réduit de rebelles jihadistes et islamistes radicaux. Sans succès, Moscou a appelé mettre en place une « pause humanitaire » afin de permettre aux civils de quitter l'enclave rebelle-jihadiste. L'ensemble de la presse occidentale accuse le régime de Damas et la Russie (et les alliés chiïtes-iraniens de Damas) d'être les responsables de la crise humanitaire de la Ghouta. Ces derniers répondent que les rebelles islamistes et leurs alliés jihadistes sont les vrais responsables puisqu'ils auraient pilonné le corridor destiné aux civils afin de les empêcher de fuir. Les groupes rebelles qui sévissent à la Ghouta sont notamment Jaych al-Islam (« l'Armée de l'islam »), organisation salafiste appuyée par l'Arabie Saoudite, puis Faylaq al-Rahmane (« la Légion du Tout Miséricordieux), présent à l'ouest de la Ghouta. Ce dernier groupe est affilié à l'Armée syrienne libre et il est parrainé par la Turquie et le Qatar et demeure très proche des Frères musulmans. Après s'être combattus dans la Ghouta orientale, Jaych al-Islam et Faylaq al-Rahmane sont aujourd'hui alliés et ont conclu un cessez-le-feu. Jaych al-Islam est fort de 10.000 hommes, Faylaq al-Rahmane, 8000. Comme les Jihadistes, minoritaires mais actifs à La Ghouta, ces rebelles islamistes radicaux (dont le groupe Al-Zinki soutenu par la Turquie et les Etats-Unis) utilisent bien les civils comme bouclier humains.

Accuser les Russes d'être les responsables du carnage à la Ghouta ou d'avoir refusé de faire pression sur les forces pro-régime qui massacrent des civils est selon moi injuste. Ceux qui accusent Moscou ne veulent eux-mêmes rien faire dans l'autre sens, puisqu'au lieu de pousser les rebelles islamistes de la Ghouta ou d'ailleurs à cesser de prendre en otage les civils, ils les ont encouragés à continuer de facto à le faire depuis des années en prenant partie de façon déséquilibrée pour les islamistes radicaux et même parfois pour les jihadistes liés à al-Qaïda. En réalité les accusateurs de la Russie ne voudraient qu'une chose : que Moscou cède à leurs dictats et accepte sans conditions leurs préconisations, elles-mêmes irréalistes. N'oublions pas que jusqu'à maintenant, les Occidentaux ont soutenu une opposition islamiste au moins autant « autiste » que le régime syrien aidé par la Russie. Les protégés des Occidentaux sont en effet des groupes radicaux représentés essentiellement dans le Comité syrien des Négociations (ex Haut comité des Négociations, qui représente une majorité de Frères musulmans et de salafistes et autres islamistes liés aux Saoudiens, au Qatar et à la Turquie).

Pour revenir à la Ghouta, j'observe que l'on se comporte avec la Russie de façon très contradictoire : on exige qu'elle exerce des pressions fermes sur certaines forces pro-régime, mais en même temps on diabolise Moscou et on agit en soutenant les forces qui lui sont hostiles ... N'oublions pas qu'à la Ghouta, la Russie a accepté cette semaine une résolution (2401) qui va dans le sens de la désescalade et qu'elle demeure ouverte : je suis moi-même membre d'une équipe de négociations qui fait tout pour essayer de persuader les rebelles les moins radicaux parmi les islamistes de Jaych al-Islam à revenir à la table des négociations, ce que la Russie appuie aussi, ceci non pas parce que nous « aimons » ces groupes, mais parce que seules des rencontres entre acteurs opposés et belligérants organisés de façon pragmatique peuvent aboutir à des cessez-le-feu, pas des déclarations moralistes de principe. En fait, ce que la Russie n'accepte pas, c'est d'intégrer parmi les interlocuteurs éventuels des jihadistes qui ont un agenda fondamentalement hostile à la souveraineté de la Syrie, un agenda fondé sur la Califat mondial et le terrorisme. C'est notamment ce qui a été discuté avant l'adoption de la résolution 2401 et que les Occidentaux ont considéré comme une obstruction inacceptable. Mais Comment peut-on reprocher aux Russes d'exiger que l'opposition islamiste sunnite syrienne se démarque clairement des jihadistes ?

Rappelons que les islamistes radicaux sont hégémoniques à la Ghouta, car outre Jaych al-Islam et Faylaq al-Rahman, sévissent également Ahrar al-Cham et Hayat Tahrir al Cham, qui regroupe l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, ex-Al-Nosra, puis d'autres groupes. Créé en janvier 2017, Hayat Tahrir al Cham (« Organisation de Libération du Levant ») est né de la fusion de cinq groupes djihadistes, dont le Front al-Nosra. Ces groupes jihadistes poursuivent à l'instar de DAESH un agenda internationaliste-révolutionnaire qui s'oppose à celui à Jaïch al-Islam, Faylaq al-Rahmane ou Ahrar al-Cham, lesquels qui ont agenda syrien, d'où l'importance de la requête constamment exigée à juste titre par les Russes d'une dissociation entre jihadistes proches d'Al-Qaïda et ces groupes plus « syriens ».

Vous présidez ladite « plateforme d'Astana », qui réunit des personnalités modérées de l'opposition syrienne, vous avez soutenu les réunions d'Astana soutenues par Moscou et qui ont permis pour la première fois de d'installer autour d'une table les principales forces belligérantes afin de créer des zones de « désescalades ». Vous avez été entre autres très active dans les négociations de Sotchi organisées le mois dernier par la Russie pour trouver des pistes de sortie de crise en Syrie. Quel bilan dressez-vous de ces initiatives ? Pourquoi les Occidentaux ont-ils affirmé que les rencontres de Sotchi se sont soldées par un échec ?

Il est clair qu'il n'y aura pas de miracles dans les mois qui viennent et que cela prendra du temps, hélas. Toutefois, le processus de désescalade d'Astana a tout de même permis, grâce au pragmatisme des Russes et de leurs partenaires iranien et turcs, de créer « quatre zones de désescalades », dont la Russie est l'un des « pays garants » et qui ont permis de diminuer considérablement l'intensité du conflit puis de sauver des vies humaines grâce aux couloirs humanitaires et aux cessez-le-feu. Certes, à la Ghouta, la chose a été très plus compliquée qu'ailleurs, mais il ne faut pas seulement parler de la zone où la désescalade a échoué, mais aussi des trois autres où l'on a obtenu des résultats. D'une manière générale, l'idée des Russes de remettre tout le monde autour d'une table pour discuter et trouver d'autres accords pragmatiques de déconfliction va dans le bon sens. Il est très regrettable que les Occidentaux qui condamnent les carnages ne participent pas à ce genre d'initiatives et même les condamnent. Il est clair qu'il faut essayer de dialoguer avec tout le monde, y compris les islamistes de la Ghouta, certes pas les jihadistes à l'agenda califal anti-syrien mais les plus modérés et les plus « syriens ». Il faut bien sûr dénoncer le fait que les islamistes utilisent les civils comme boucliers humains, et il faut absolument que chacun revienne à la raison. Pour cela, il est évident qu'on ne peut pas ne pas négocier avec les Russes : la seule puissance qui « parle avec tout le monde ». Pour ce faire, on ne peut pas continuer à reproduire les mêmes erreurs. En effet, l'ONU et les Occidentaux devraient cesser de mener des soi-disant négociations, en réalité biaisées par le fait qu'ils conçoivent celles-ci sur les seules bases - caduques et déséquilibrées - du soutien à une opposition islamiste peu représentative comme celle du ex-HCN. Ceci alors même qu'il existe d'autres groupes d'opposants plus raisonnables, laïques ou islamistes, qui étaient d'ailleurs présents à Sotchi et qui peuvent jouer grand rôle pour contribuer à mettre tout le monde autour d'une même table.

C'est dans cette optique que la plateforme d'Astana, que je préside (différente du processus d'Astana de négociation militaire pour les zones de désescalades), continue à tout faire pour qu'un groupe comme Ahrar al-sham (proche de Ryad et présent dans le nord d'Al ghouta) revienne par exemple dans le processus de désescalade. Rappelons aux lecteurs les noms des groupes rebelles islamistes armés les plus influents en Syrie: Jaïch al-Islam, qui est d'obédience salafiste, mais qui limite toutefois ses ambitions à la Syrie et n'a jamais appartenu à l'Armée syrienne libre (ASL), au départ animée par des rebelles « modérés » mais maintenant dominée par des groupes bien plus radicaux. Et Faylaq al-Rahmane, dont nous avons parlé plus haut et qui est proche des Frères musulmans. Ces deux groupes plus « syriens » que les islamistes terroristes-salafistes liés à Al-Qaïda, ont enfin accepté ces jours-ci d'exclure de leurs coalitions rebelles les groupes jihadistes liés Al-Nosra (ex-Al-Qaïda en Syrie). Certes, ces groupes ont longtemps collaboré avec eux, et cela a constitué une véritable pierre d'achoppement pour le régime syrien et la Russie qui ne voulaient pas entendre parler d'accords de négociations de désescalades avec des groupes liés aux terroristes-jihadistes. Hélas, les Occidentaux semblaient ne pas exiger les mêmes garanties d'exclusion des jihadistes al-qaïdistes. Mais depuis cette rupture avec les djihadistes, Jaych al-Islam et Faylaq al-Rahman, vont peut-être plus respecter les termes des accords de déconflictions signés à Astana et Genève, accords qu'ils ont jusqu'alors violés. Un espoir relatif est donc né, certes maigre, mais qui doit être exploité. Les bombardements ont d'ailleurs déjà commencé à se calmer depuis hier, ceci comme conséquence directe de cette désolidarisation exigée comme condition pour faire appliquer efficacement le cessez le feu.

Enfin, il faut répondre à ceux qui accusent les Russes d'être les responsables des massacres de civils à la Ghouta que les coresponsables (avec le régime) des ruptures des cessez-le-feu ont été l'ensemble des groupes combattants islamistes, en tout cas jusqu'à ce que les deux précités excluent ceux issus d'Al-Qaïda. Les Occidentaux n'ont rien fait quant à eux pour arriver à la situation contraire, et ils n'ont pas dénoncé cela, contrairement aux Russes. N'oublions pas que cette désolidarisation entre ces deux groupes et les terroristes d'Al-Nosra était l'une des conditions *sine qua non* pour appliquer les accords de désescalades.

Voulez-vous dire que jusqu'à présent, les islamistes ou rebelles sunnites « modérés » de la Ghouta ont refusé de se désolidariser des jihadistes ?

R. K : oui, c'est indéniable et public. Les islamistes radicaux de la Ghouta - que l'Occident fait passer pour des rebelles « modérés » - ont jusqu'à peu refusé de lâcher Al-Nosra, donc Al-Qaïda en Syrie, et il est clair qu'ils n'ont cessé d'utiliser les civils innocents comme boucliers humains, ce que la Russie a eu raison de dénoncer et que l'Occident n'a pas voulu voir ou dénoncer. Précisons tout de même au public non averti que la Ghouta est un fief islamiste de longue date, très conservateur, gangréné par l'islamisme radical, et qu'une bonne partie des civils eux-mêmes sont des islamistes jusqu'aboutistes. De nombreuses familles sont ainsi « tenues » par un noyau de radicaux qui ont refusé sciemment de partir et d'évacuer des civils lorsque cela a été proposé par les forces pro-régime et les Russes, lorsque des négociations auraient pu être possibles. Hélas, ces brigades islamistes radicales ont refusé d'appeler aux cessez le feu et de respecter les accords d'Astana et Genève, en tout cas jusqu'à mardi dernier. Il est incroyable que les médias occidentaux ne rappellent jamais cela. N'oublions pas que les Américains eux-mêmes ont placé le Front Al-Nosra dans leur liste de mouvances terroristes à bannir.

Mais que répondez-vous concrètement à ceux qui disent que Sotchi fut un échec ?

R. K : Sotchi ne fut pas un échec ! Je vous ai déjà dit que les Occidentaux attaquent par principe toutes les initiatives russes, mais qu'ont-ils fait eux-mêmes ? En restant arc-boutés toujours sur la même ligne jusqu'aboutiste, les positions occidentales sont carrément criminelles pour la Syrie, car le fait de soutenir des groupes incapables de parler librement et qui ne font rien en vue de la paix, contribue à prolonger la guerre. Ces pays qui continuent avec ces positions et qui refusent de reconnaître leurs erreurs agissent de façon criminelle. La Russie demeure pourtant le seul pays qui cherche une solution réaliste, viable, et non théorique et bêtement moraliste comme les Occidentaux.

Pour conclure, on peut dire qu'à Sotchi, la Russie a réussi là où Genève (ONU) a lamentablement échoué : les accords des douze points proposés par l'ONU à Vienne et qui ont été rejetés par le régime syrien, ont fini par être acceptés parce que les Russes ont obligé le régime de Damas à le faire. Il en va de même pour la Commission constitutionnelle qui a été arrachée à toutes les parties par les Russes à Sotchi, et non à Vienne ou Genève. Il s'agit là d'une véritable avancée, car nous avons enfin pu former une Commission en vue de la rédaction d'une future constitution pour la transition en Syrie, ceci grâce à une équipe de constitutionnalistes internationaux qui ont d'ailleurs travaillé dans mon équipe. Ces avancées, que les institutions onusiennes et les Occidentaux n'ont pas réussi à obtenir, mais que les Russes ont permis de faire éclore à Sotchi, ont ensuite été confiées à l'ONU par les Russes de façon bien plus constructive qu'on ne le dit en Occident. Mais ceci n'a pas été encouragé par les opposants syriens islamistes et non représentatifs de l'ex-HNC ou par d'autres pays (Qatar, Arabie saoudite, etc) qui ont hélas tout fait pour les faire capoter en raison de leur irréalisme géopolitique et leur jusqu'aboutisme autiste. Hélas, je déplore et constate chaque jour davantage que les Américains et les Européens continuent de vivre dans une mentalité de guerre froide, ce qui est ni équilibré, ni réaliste, ni bien sûr bénéfique pour personne. Tout se passe donc comme si une proposition proposée par Moscou était de ce fait même mauvaise par nature et donc à rejeter d'emblée. Il est temps de sortir du manichéisme. J'explique dans mon livre comment on peut y parvenir, notamment avec l'aide des Russes.

Le retour de la Russie en Syrie (éditions des Syrtes, 2017)

□